

Commune de SCY-CHAZELLES

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 12 Novembre 2013

*Conseillers élus : 23
Conseillers en fonction : 21
Conseillers présents : 17*

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - MAHIEU - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS Adjoints.

Mmes FLORI - ANTOINE - ANDRE - PATRICOLA - CUSUMANO - DILLER (arrivée courant point n° 2)

M. PERRET - TISON - OMINETTI - VINCENT - QUINIO Conseillers.

Absents excusés : Mme PALUCCI → proc à Mme MAHIEU
M. KAUFFER
Mme HERZHAUSER

Absent : M. CORTINA

Date d'envoi de la convocation : 8 novembre 2013

Secrétaire de séance : Madame FLORI

Ordre du jour

1. Approbation Conseil Municipal du 6 novembre 2013
2. Réalisation d'un emprunt
3. Budget supplémentaire 2013
4. Metz Métropole : rapport de la commission locale d'évaluation des Transferts de charges
5. PACTE II : Parking et ruelle de la Batterie - Demande de subvention au Conseil Général
6. Lotissement Chemin des Mages : Modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances.
7. Renégociation du contrat de location des photocopieurs
8. Révision prix de location du bail de chasse
9. Recensement de la population 2014
10. Droit de stationnement 2013
11. Taxi : droit de stationnement 2013
12. Metz Métropole : Convention de coopération pour la fourniture de sel de déneigement.
13. Droit de préemption urbain
14. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 NOVEMBRE 2013

Aucune observation n'ayant été formulée, le Conseil Municipal du 6 novembre 2013 est approuvé à l'unanimité.

2) BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2013

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire commente le budget supplémentaire 2013 dont chaque membre a été destinataire. Il précise que certains comptes ont été réajustés en fonctionnement par principe et détaille la section d'investissement, en précisant les travaux ou achats restant à entreprendre.

En fonctionnement

Dépenses : 62 700 €
Recettes : 62 700 €

En Investissement

Dépenses : 9 200 €
Recettes : 9 200 €

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

vote le budget supplémentaire 2013 tel que présenté.

Adopté à l'unanimité

3) REALISATION D'UN EMPRUNT

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY fait part des propositions qui sont parvenues en Mairie en vue de la réalisation d'un emprunt de 180 000 € sur 15 ans :

| | Taux | | Périodicité | Frais |
|-------------------------|-------------|--|--------------------|--------------|
| | Fixe | Indexé | | |
| Crédit Mutuel | 4 % | Euribor 3 mois (0.228) +1.70 soit 1.928 Euribor 1 an (0.548)+ 1.70 soit 2.248 | T | 200 |
| Caisse d'Épargne | 3.68 % | Livret A (1.25) + 1.20 soit 2.45 | T | 200 |
| | 3.74 % | | A T | 200 |
| Crédit Agricole | 4.48 | | T | 200 |

Proposition à retenir eu égard à l'évolution du marché : Crédit Mutuel indexé Euribor 3 mois (0.228 %) +1.70 % de marge soit actuellement 1.928 %

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de retenir la proposition du crédit mutuel au taux indexé Euribor 3 mois + 1.70.

Adopté à l'unanimité

4) METZ METROPOLE – RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES

Rapporteur : Monsieur le Maire

Lors de sa séance du 21 octobre dernier, la commission d'évaluation des transferts de charges a procédé à la révision des attributions de compensation des communes membres de Metz Métropole.

Au titre de 2014, l'attribution reversée à la commune de Scy-Chazelles sera de 188 485 €. Elle était de 189 196 € en 2013.

Le rapport est à disposition de chacun en mairie.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

donne un avis favorable au rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges.

Adopté à l'unanimité

5) PACTE II – PARKING ET RUELLE DE LA BATTERIE – DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire précise qu'il entre dans les intentions de la commune de procéder à la réfection, l'an prochain, du parking et de la Ruelle de la Batterie (Route de Lessy)

Les travaux s'élèvent respectivement à la somme de 17 625 € HT

Monsieur le Maire propose donc d'attribuer la part de la dotation de garantie restante sur ce projet soit 70 % de la dépense subventionnable soit 12 337 €.

La part restante sera prise entièrement sur les fonds propres de la commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'affecter la somme de 12 337 € sur les travaux de réfection des enrobés du parking et de la ruelle de la Batterie.

Adopté à l'unanimité

6) LOTISSEMENT CHEMIN DES MAGES – MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX DE REMBLAIEMENT ET DE REFECTION DES VOIES ET DE LEURS DEPENDANCES

Rapporteur : Monsieur NAVROT

M. NAVROT informe l'Assemblée qu'un dossier de permis d'aménager a été accordé le 25 octobre dernier à la SARL SOGEMO pour l'aménagement de 4 parcelles Chemin des Mages en parallèle de la voirie.

Ce permis induit de multiples travaux de raccordement sur les réseaux publics desservant le terrain d'assiette. Il convient par conséquent de déterminer, pour cette opération spécifique, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement des tranchées et de réfection du chemin des Mages et de ses dépendances.

La Commission d'urbanisme s'est donc réunie et a défini les modalités d'exécution des travaux susdits.

Elle propose donc :

1) d'imposer la réalisation des travaux de remblaiement des tranchées et de réfection du chemin des Mages et de ses dépendances conformément aux règles de l'art, en se référant notamment aux modalités définies dans les fascicules idoines du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil ainsi qu'aux normes en vigueur à la date de réalisation des travaux (guide SETRA-LCPC de mai 1994 et ses compléments etc.) ;

2) d'imposer que les travaux de réfection de voirie soient réalisés sur toute la longueur de la façade du terrain à aménager et jusqu'à 50 cm sur le bord extérieur des branchements réalisés aux extrémités et ce, sur toute la largeur de la voie ;

3) d'habiliter Monsieur le Maire ou, en cas d'empêchement, son représentant, à :

- . réunir en mairie les intervenants liés à l'opération visée ci-dessus
- . effectuer si nécessaire un constat contradictoire des quantités de travaux à exécuter, sur la base des devis fournis par l'intervenant, détaillés par poste,
- . d'apporter toute précision nécessaire quant aux modalités d'exécution de ces travaux, en se référant aux règles de l'art et aux normes en vigueur à la date de réalisation des travaux
- . de signer tous actes ainsi que tous documents et accomplir toutes formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, pris notamment en son article L 2121-29

VU le Code Général de la Propriété Routière des Personnes Publiques, pris notamment en son article L 2111-14

VU le Code de la Voirie Routière, pris notamment en ses articles L 115-1, L 141-11, R 141-13 et R 141-15

Considérant qu'il n'existe pas de règlement de voirie, au sens de l'article L 141-11 du Code de la Voirie Routière, régissant les modalités d'exécution des travaux de remblaiement des tranchées ouvertes dans les voies communales de Scy-Chazelles ainsi que les travaux de réfection provisoire et de réfection définitive de ces dernières,

Considérant qu'il convient, en application des dispositions de l'article R 141-15 susvisé, de déterminer, à l'occasion de chaque opération, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances,

Considérant que le projet de lotissement de la SARL SOGEMO, représentée par M. WAJSBROT, objet de demande de permis de construire, enregistré sous le n° PA 576+42 13 Y 0002, induit de multiples travaux de raccordement sur les réseaux publics desservant le terrain d'assiette,

Considérant qu'il convient par conséquent de déterminer, pour cette opération spécifique, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement des tranchées et de réfection du « Chemin des Mages » et de ses dépendances.

DECIDE

➤ **d'imposer** la réalisation des travaux de remblaiement des tranchées et de réfection du Chemin des Mages et de ses dépendances conformément aux règles de l'art, en se référant notamment aux modalités définies dans les fascicules idoines du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil ainsi qu'aux normes en vigueur à la date de réalisation des travaux (guide SETRA-LCPC de mai 1994 et ses compléments etc.) ;

➤ **d'imposer** que les travaux de réfection de voirie soient réalisés sur toute la longueur de la façade du terrain aménager et jusqu'à 50 cm sur le bord extérieur des branchements réalisés aux extrémités et ce, sur toute la largeur de la voie ;

➤ **d'habiliter** Monsieur le Maire ou, en cas d'empêchement, son représentant, à :

- réunir en mairie les intervenants liés à l'opération visée ci-dessus
- effectuer si nécessaire un constat contradictoire des quantités de travaux à exécuter, sur la base des devis fournis par l'intervenant, détaillés par poste,
- apporter toute précision nécessaire quant aux modalités d'exécution de ces travaux, en se référant aux règles de l'art et aux normes en vigueur à la date de réalisation des travaux

- de signer tous actes ainsi que tous documents et accomplir toutes formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Adopté à l'unanimité

7) RENEGOCIATION DU CONTRAT DE LOCATION DES PHOTOCOPIEURS

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. le Maire rappelle qu'en date du 23 octobre 2007, la commune avait signé un contrat de location pour le parc de photocopieurs avec la société Burolor. Contrat qui sera revu tous les 3 ans.

Cela comprenait 4 appareils (3 aux écoles et 1 en mairie) mis à disposition à l'état neuf début 2008.

En novembre 2010, le contrat a été renégocié et on a procédé au changement des appareils de la mairie et de l'école Bernard Rabas. Les deux appareils des écoles maternelles avaient été conservés car en parfait état.

Proposition nouvelle :

Changement des photocopieurs des écoles maternelles et de la mairie (Celui du rez de chaussée passe à l'étage car celui actuellement en place demande beaucoup de maintenance, et on place un appareil neuf à l'accueil).

266 000 copies par an à 0.0247 € HT soit 6 570.20 € HT par an. Augmentation de 0.0037 € HT la copie par rapport au coût proposé en novembre 2010.

Pour l'an passé, le coût avait été de 6 626 € annuel, coût supérieur au contrat d'origine dû à une grande quantité de photocopies couleurs faites par la commune dans le cadre des la communication municipale (carte des randonnées, affiches etc...) donc plus chères et hors quantité prévue au contrat.

Si on conserve sur le contrat les 266 000 copies/an, la répartition se fait différemment. En effet, au lieu de prévoir 262 000 copies N/B et 4 000 copies Couleurs, on se calque sur l'année passé et on estime la répartition à 254 000 copies N/B et 12 000 copies Couleurs et ceci afin d'éviter d'avoir des coûts copies supplémentaires.

En résumé, pour un budget équivalent à 2012/2013, on a un parc à 80 % neuf, deux postes couleurs et un coût copies supplémentaires baissé de 10 %.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte la nouvelle proposition de la société Burolor telle que présentée ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

8) REVISION DU PRIX DE LOCATION DU BAIL DE CHASSE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Il est rappelé à l'Assemblée que chaque année, il est possible de réviser le prix de location du bail de chasse en fonction de la variation de l'indice des fermages.

L'indice des fermages pour 2013 s'établit à 106.68. La variation de cet indice par rapport à 2012 est de + 2.63 %.

Monsieur le Maire rappelle que le coût de la location de la chasse est de 500 € par an depuis le début du bail (bail allant du 2 février 2006 au 1^{er} février 2015).

Il précise que depuis février, ont été abattus, 2 sangliers, 4 renards et 2 chevreuils.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de ne pas appliquer la variation de l'indice des fermages.

Adopté par 14 voix pour et 3 abstentions.

9) RECENSEMENT DE LA POPULATION 2014

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la commune se doit nommer des agents recenseurs et un coordonnateur pour réaliser les opérations de recensement. Celles-ci ont déjà débuté sur le plan purement administratif.

Il précise qu'il a nommé par arrêté Madame HENRY Geneviève, Adjoint Administratif en poste à la mairie comme coordonnateur. Celui-ci est l'interlocuteur de l'INSEE pendant le recensement. Il organise la campagne locale de communication, la formation des agents recenseurs et les encadre. En accord avec Mme HENRY, celle-ci aura une décharge partielle de ses fonctions et gardera sa rémunération habituelle.

Une séance de formation a déjà eu lieu et le découpage des « districts » également. La commune compte environ 1300 logements et a été découpée en 6 districts d'un peu plus de 200 logements. Chaque agent recenseur se verra attribué un district.

Il convient donc de recruter 6 agents, placés sous l'autorité du coordonnateur et chargés de distribuer et collecter les questionnaires à compléter par les habitants et de vérifier, classer, numéroté et comptabiliser les questionnaires recueillis conformément aux instructions de l'INSEE.

Monsieur Charles CHRISTAL, policier municipal et Mme GUITARD Marylise, Adjoint Administratif ont demandé à faire parti des agents recenseurs. Il reste donc 4 postes à créer.

Comme pour les autres recensements, Monsieur le Maire propose de rémunérer les vacataires au prorata du nombre d'imprimés dûment remplis. Les montants pourront être fixés librement par les collectivités territoriales, il propose de fixer le prix de la feuille de logement à 4.20 €, à 15 € la ½ journée de formation. Les agents vacataires recrutés étant sigéo-castellois, les frais de transport ne seront pas pris en compte en sus du tarif ci-dessus proposé, les personnes restant libres d'utiliser ou non leur véhicule sous leur responsabilité.

Le Maire rappelle à l'assemblée la nécessité de créer des emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement 2014 ;

VU le code général des collectivités territoriales

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3,

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V

VU le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

VU le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ; Vu le décret n° 88-145 modifié du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires ;

Sur le rapport du Maire,

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré

- **décide** d'utiliser la dotation forfaitaire de l'Etat d'un montant de 5908 € à la rémunération des agents recenseurs.

- **accepte** la participation de M. CHRISTAL et Mme GUITARD aux opérations de recensement. En accord avec ces derniers, ils seront déchargés d'une partie de leur fonction sur deux demi journées et percevront les heures restantes sous forme d'heures supplémentaires.

- **décide** la création d'emplois supplémentaires de non titulaires en application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi précitée, pour faire face à des besoins occasionnels ou saisonniers à raison de 4 emplois d'agents recenseurs, non titulaires, à temps non complet, pour la période allant du 16 janvier au 15 février 2014.

Les agents seront payés à raison de :

- 4.20 € brut par feuille de logement remplie et dûment complétée.

Les agents recenseurs recevront 15 € brut pour chaque séance de formation (deux séances d'une demi-journée).

Adopté à l'unanimité.

10) DROITS DE STATIONNEMENT 2013

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée le montant des droits de stationnement 2012 :

52 € le ml avec un minimum de 135 €

52 € par jour pour les stationnements à caractère d'animation à but lucratif

Sont concernés les garages GLIEDNER, VETSCH, COLIN, BECK et le camion à pizzas.

M. NICOLAY propose, comme pour les années précédentes, d'appliquer une augmentation d'environ 2 %, à savoir :

53 € le ml avec un minimum de 138 €

53 € par jour pour les stationnements à caractère d'animation à but lucratif

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'augmenter les droits de stationnement comme proposé ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

11) TAXI – DROIT DE STATIONNEMENT 2013

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle que Monsieur LEROND, taxi, loue à la commune une place de parking Voie de la Liberté. Le tarif était de 400 € en 2012. Monsieur NICOLAY propose d'appliquer une augmentation d'environ 2 %.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de porter les droits de stationnement de taxi à 410 €.

Adopté à l'unanimité

12) METZ METROPOLE – CONVENTION DE COOPERATION POUR LA FOURNITURE DE SEL DE DENEIGEMENT

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Metz Métropole a proposé un dispositif de mutualisation d'achat et de mise à disposition de sel de déneigement. Le Pôle Espaces Publics a déjà procédé au recensement des besoins auprès des communes de l'agglomération. Un projet de convention est parvenu en mairie.

M. NICOLAY précise que chacun a pu en prendre connaissance avec le document de travail.

Les communes qui le souhaitent peuvent par l'intermédiaire de la convention, bénéficier de l'approvisionnement en sel (livraisons en sacs, en big bag ou en vrac) aux conditions économiques prévues dans la convention. L'approvisionnement en sel pourra se faire par chargement de camions au centre Technique Communautaire situé à la ZAC de la petite Voèvre ou au Centre Technique Municipal de Woippy soit par livraison directe aux communes disposant d'un lieu de stockage.

Metz Métropole adressera à la commune à la fin de la saison hivernale un titre en tenant compte des prestations réalisées et des prix indiqués dans la présente convention selon les modalités de livraison choisies par les communes.

M. NICOLAY demande à l'Assemblée de bien vouloir approuver les termes de la convention et autoriser le Maire à signer ledit document et toutes pièces et avenants s'y rapportant.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

⇒ **approuve** la convention telle que présentée.

⇒ **autorise** le Maire à signer ledit document et toutes pièces et avenants s'y rapportant.

Adopté à l'unanimité

13) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe que le point est retiré car aucune déclaration d'intention d'aliéner n'est parvenue en Mairie.

14) DIVERS

Autorisation accordée à Voie Navigable de France dans le cadre du plan de gestion des opérations de dragage de l'UHC Moselle (Unité Hydrographique cohérente) navigable.

M. le Maire informe qu'un arrêté interpréfectoral a autorisé Voie Navigable de France à effectuer les travaux de dragage et les opérations d'entretien des berges et de la voie d'eau pour assurer le gabarit des chenaux de navigation et permettre un bon fonctionnement hydraulique de son réseau sur les départements de Meurthe et Moselle et Moselle de Neuves-Maisons à Apach et donc sur le territoire de Scy-Chazelles.

L'extrait de l'arrêté sera affiché en mairie durant un mois minimum et le dossier de l'opération est à la disposition du public en préfecture de Moselle et de Meurthe et Moselle.

SCY-CHAZELLES, le 15 novembre 2013

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

le Maire
Jacques STRAUB